



Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires (Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires 1974-1981)*, Éditions d'Alternative libertaire, 2013, 208 p., 12€.

Issu d'un travail de recherche universitaire avec une riche partie documentaire, ce livre présente la première histoire d'un petit groupe de lycéens parisiens devenus de jeunes travailleurs qui militent dans l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste) au début des années 1970.

Après avoir subi l'épreuve du feu lors des grandes grèves de 1974 (PTT, Banques) et trouvé un point d'ancrage dans un syndicalisme de lutte, ces militants sont exclus de l'ORA en avril 1976 alors que cette dernière néglige de plus en plus l'implantation en entreprises, et que des tendances anti-syndicalistes commencent à s'y faire jour. Les militants exclus forment aussitôt le Collectif pour une Union des travailleurs communistes libertaires, devenue l'UTCL. Il édite la revue Tout le pouvoir aux travailleurs jusqu'en 1982, puis Lutter jusqu'en 1990.

L'intérêt de ce livre est de montrer comment ce petit groupe – au départ, une quinzaine de militants (postiers, mais aussi cheminots, enseignants, employés de banque ou personnels au sol d'Air France-Air Inter) – réussit à tenir dans une période de recul des luttes sociales en s'appuyant sur une conception qui mêle les traditions communiste libertaire et syndicaliste révolutionnaire pour les renouveler au contact du réel en sortant des logiques d'appareil ou de groupuscules et en s'appuyant sur les travailleurs les plus combattifs. Ainsi dans le texte reproduit ici même à propos de la marche pour l'unité du 1^{er} mai 1980.

Centré sur le militantisme syndical de l'UTCL, le livre évoque les luttes sociales et l'évolution du syndicalisme de ces années, marquée par le recentrage de la CFDT. Le plus souvent engagés dans la gauche de la CFDT, les structures qu'ils animent ou auxquelles ils participent sont exclues, comme à Air Inter en 1984 ou encore aux PTT et dans la Santé en 1988. Ils participent alors à une nouvelle phase de l'histoire du syndicalisme français qui va voir l'apparition d'une troisième force syndicale avec la longue naissance de Solidaires. Parallèlement, en 1991, l'UTCL se fond dans un nouveau regroupement pour une Alternative libertaire : une page se tourne dont l'histoire reste à écrire.

1^{er} mai 1980 : la « Marche pour l'unité »

Comme le disent Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, « *maints exemples apparentent les marches aux formes d'expression privilégiées de groupes dotés de faibles ressources politiques conventionnelles, dépourvus d'organisations adaptées à leurs fins, marginalisés par le système institutionnel ou soucieux de dépasser les clivages existants* »¹. La « Marche pour l'unité » du 1^{er} mai 1980 relève de ce répertoire et les militants parisiens de l'UTCL s'y investissent tout particulièrement. Sa préparation, son déroulement et ses suites immédiates, permettent de cerner tout à la fois les positions de la jeune UTCL... mais aussi les obstacles que peut rencontrer sa stratégie.

Le 1^{er} mai 1980 à Paris, la division syndicale est à l'ordre du jour. La CGT appelle à une manifestation au départ de la place de la République. La CFDT prévoit un rassemblement « festif » place de la Bastille. FO se rassemble sur la tombe de Léon Jouhaux et la FEN devant le Mur de Fédérés. Cet éclatement résulte du refroidissement des relations entre les deux principales centrales, la CGT et la CFDT. L'unité d'action, affirmée par les pactes de janvier 1966, juin 1974 et dans une moindre mesure en septembre 1979, marque le pas depuis la rupture de l'union de la gauche et la défaite du PS et du PCF aux législatives de mars 1978. Pour reprendre l'expression de Michel Pigenet, entre « *“Recentrage” et repli identitaire : la dynamique unitaire [est] interrompue* »². Cette situation est jugée calamiteuse pour la conflictualité sociale par de nombreux syndicalistes et militants d'extrême gauche. Le tract du 1^{er} mai de l'UTCL titrera ainsi : « *Le sectarisme c'est la division, le recentrage c'est l'inaction, union à la base et dans l'action* »³. Quant à la LCR, elle appelle à ce qu'un « *maximum de voix se fassent entendre pour refuser les initiatives concurrentes et tout faire pour imposer aux directions des syndicats et partis ouvriers que se tienne dans chaque ville une seule manifestation unitaire* »⁴. Dès avril, ils font en sorte qu'une initiative unitaire voit le jour.

Mais l'unité, tout le monde ne l'entend pas de la même façon. Ou plutôt ne lui fixe pas les mêmes objectifs. Les militants rassemblés autour de la pétition « Pour l'union dans les luttes » veulent en faire un point d'appui pour une nouvelle mouture de l'union de la gauche et du rapprochement entre PS et PCF⁵. Cette pétition est lancée le 18 décembre 1979, principalement par des militants communistes et socialistes, notamment Guy Bois pour le PCF et Stélio Farandjis pour le PS, et par des syndicalistes CGT, CFDT et FEN. Elle regroupe 90 000 signataires et reçoit le soutien de la LCR.

Face à cela, les syndicalistes parisiens de l'UTCL veulent impulser une démarche différente. Considérant qu'en 1980, « *il n'est plus temps de pleurer sur l'union réformiste brisée, mais d'affirmer [...] que les travailleurs n'ont pas d'autres perspectives que de prendre en charge leurs luttes eux-mêmes, qu'ils n'ont pas à faire confiance à d'autres qu'à eux-mêmes* »⁶, l'UTCL veut faire émerger un appel « à la base ». On retrouve là sa volonté ordinaire de faire émerger une « gauche ouvrière » émancipée des calendriers politiques et des échéances électorales. L'insistance sur l'action des travailleurs « eux-mêmes » est une référence explicite à la devise de la Première Internationale, « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Le choix de s'emparer du défilé syndical du 1er mai pour une démonstration d'unité n'est pas anecdotique. Il n'est pas non plus évident au sein de la « famille » anarchiste. Ainsi L'OCL critique vertement la « fièvre

unioniste » de l'UTCL et la Fédération anarchiste diffuse le 1er mai un tract intitulé « À bas la fête de l'esclavage salarial »⁷.

Ce choix est pourtant très nettement affirmé à la parution du numéro 31 de *Tout le pouvoir aux travailleurs*. S'étendant sur la première et la dernière page du mensuel, la Une, une fois dépliée, forme une véritable affiche. On y lit, en gigantesques caractères, un appel à « *un 1^{er} mai pour l'unité, un 1^{er} mai pour la Grève Générale* » avec pour illustration une gravure du XIX^{ème} siècle représentant une barricade évoquant la révolution de 1848⁸. L'éditorial, daté du 10 avril, proclame son attachement à la manifestation du 1^{er} mai, tout en désamorçant les critiques « ultra-gauche » : « *Certains diront bien sûr que le 1^{er} mai n'est qu'un symbole. Un spectacle sans lien réel avec les luttes des travailleurs. Voire. C'est vrai que l'aspect traîne-savate existe. Mais le 1^{er} mai, c'est aussi autre chose. [...] C'est le seul jour où peuvent se retrouver côte à côte les travailleurs en lutte, le mouvement syndical, les femmes, les soldats, les immigrés, les exilés politiques, les écologistes, les homosexuels, tous les mouvements de masse. Oui, le 1^{er} mai est un symbole. Le symbole de **l'unité** de tous les travailleurs. Le symbole de la **solidarité internationale**. Le symbole de **l'unification** entre toutes les luttes qui s'affrontent au capitalisme et à l'État !* » L'éditorial stigmatise ensuite la division, notamment celle de la CGT et de la CFDT. Il dénonce les défilés séparés, comme s'il existait « *trois classes ouvrières* », et s'exclame : « *Bureaucrates, de votre 1^{er} mai-trahison, les travailleurs n'en veulent pas !* » Il analyse cette division comme étant la conséquence de « *stratégies syndicales subordonnées aux intérêts des partis réformistes* », y voyant déjà la préparation des échéances présidentielle et législatives de 1981. Surtout il donne un sens à cette unité en la déclarant « **indispensable** pour construire un rapport de force d'ensemble, vers la grève générale reconductible de tous les travailleurs, qui seule peut faire reculer le pouvoir ». La grève générale est, à ce moment-là, au cœur de la stratégie révolutionnaire de l'UTCL qui n'a pas encore développé celle du « contre-pouvoir ». L'objectif de la grève générale reste un « possible » à défendre malgré la défaite récente de la sidérurgie lorraine. Car, avec cette perspective, l'UTCL offre un objectif concurrent à celui de l'union de la gauche institutionnelle. Unité de la gauche d'État ou unité de la « gauche ouvrière » : deux logiques s'affrontent donc autour des initiatives unitaires de ce 1^{er} mai 1980.

« **10 000, nous étions 10 000 !** »

Dans cet affrontement, l'UTCL va compter sur la concrétisation d'un appel « de base » émanant de sa principale place forte : les postaux de Paris. Lancé à la mi-avril, « l'appel de syndicalistes des services postaux de Paris » réclame un 1^{er} mai unitaire et prévient les directions syndicales que « *si elles persistaient dans la décision d'organiser des initiatives séparées et concurrentes [...] Nous prendrions la responsabilité, nos responsabilités, en faisant tout pour que se tienne une **marche pour l'unité*** ». Cet appel est signé de 64 noms. On y retrouve ceux des postiers de l'UTCL, mais aussi d'une dizaine, au moins, de la LCR. L'appel des postiers, rendu public par une conférence de presse le jeudi 17 avril, rencontre un écho favorable. Se concluant par une invitation à « *toutes celles et ceux qui refusent la division et veulent, comme nous, imposer un Premier Mai unitaire* », la liste des signataires s'ouvre vite à d'autres champs professionnels et réunit en quelques jours 939 noms, dont 381 de la CGT, 452 de la CFDT, 37 de FO et 69 de la FEN⁹. L'UTCL se charge de la réalisation du tract « 1er mai : Appel des 939 syndicalistes pour une Marche pour l'unité »¹⁰. Le nombre des signataires approchera les 1500 à la veille du 1^{er} mai¹¹.

Forts de cette audience, les initiateurs et initiatrices, conscients que les directions CGT et CFDT ne changeront pas d'avis, mettent à exécution la menace que contenait l'appel : une « Marche pour l'unité ». Dans un éditorial de trois (!) pages, *Tout le pouvoir aux travailleurs* revient longuement sur la préparation de cette initiative et sur sa place dans le panorama « unitaire » de ce 1^{er} mai¹².

Car deux autres initiatives voient le jour.

Il y a d'abord un rassemblement-forum sur le parvis de Beaubourg, à l'appel des initiateurs de la pétition « Pour l'union dans les luttes ». Puis il y a un appel, non de syndicalistes individuels, mais de 43 structures, sections et syndicats essentiellement CFDT, impulsé par la LCR. Partenaire incontournable pour l'UTCL, la LCR joue donc sur les trois tableaux.

Si l'appel des structures syndicales converge avec celui des postaux de Paris dans la « Marche pour l'unité », les rapports restent délicats, voire franchement hostiles, avec le courant de « l'Union dans les luttes »¹³. Ce dernier fait tout pour se distinguer de la Marche pour l'unité qui, « *par esprit de conciliation* », a pourtant fixé son point de départ à 13 heures au métro Rambuteau, c'est-à-dire à côté de Beaubourg. Le soir du 1er mai, Farandjis dénoncera d'ailleurs de façon violente la Marche pour l'unité et ses initiateurs sur Radio Darboy¹⁴. Le quotidien *Libération* du 29 avril 1980, dans son article « Le Premier Mai divise les unitaires », parle de « *zizanie* » et précise qu'il ne faut « *pas confondre "union dans les luttes" et "marche pour l'unité"* » : « *Pour déjouer ce que l'un de ses animateurs, Stélio Farandjis n'hésite pas à qualifier de "manipulation de la LCR", le collectif "pour l'union dans les luttes" dont l'appel approche des 85 000 signatures, a totalement chamboulé, dans la matinée, son programme du 1^{er} mai. [...] "On ne veut pas être pris pour des naïfs par les camarades de la Ligue. Ils mettent en avant un cache-sexe syndical. Leur initiative, par les affrontements qu'elle risque de provoquer, ne peut que prêter main forte aux tenants de la division", affirmaient hier les animateurs de "l'Union dans les luttes", tandis que les organisateurs de "la marche pour l'unité" ne cachaient pas que ce soudain changement les embarrassait* »¹⁵. Le lendemain, *Libération* insiste sur la désunion de ce 1^{er} mai en publiant une pleine page intitulée « Un Premier Mai divisé en neuf ». En sixième position, pour ce qui est de « l'Union dans les luttes », *Libé* signale « *un changement précipité pour déjouer "une manipulation de la LCR" [...] à Beaubourg* ». En septième position on retrouve « *une initiative "complémentaire" mais contestée : la "Marche pour l'unité" à Beaubourg aussi* »¹⁶. Malgré ces divisions entre « unitaires », la marche connaît un certain succès. L'UTCL appelait, dans son tract pour le 1^{er} mai, à « *construire ce jour-là un véritable **pont humain de l'unité et de l'action*** ». Si ce n'est un pont, la marche aura été une très honorable passerelle. Partie à 14 heures de Rambuteau, elle rassemble près de 3 000 manifestants¹⁷. L'ordre du cortège est le suivant : « *syndicalistes postiers en tête, soldats, syndicats, mouvements de masse* ». Par « mouvements de masse » il faut entendre qu'ont participé à la marche les groupes femmes parisiens, les homosexuels, les mouvements basques et occitans, même si « *on doit déplorer l'absence quasi totale d'immigrés [et de] "Latino-Américains"* ». Au métro Temple, la marche attend et salue le cortège CFDT qui se rend place de la Bastille. De nombreux syndiqués rejoignent alors la Marche pour l'Unité, doublant voire triplant son volume. *Libération* compte alors 6 000 personnes, chiffre contesté par les organisateurs¹⁸. Dans son bilan, l'UTCL insistera à plusieurs reprises sur le chiffre de 10 000 manifestants (« *10 000, nous étions 10 000 !* »)¹⁹. La LCR donnera le même chiffre²⁰. Ayant « fait le plein » de cédétistes, la Marche pour l'unité se rend ensuite place de la République, lieu de départ de la CGT. Avec beaucoup

moins de succès. Dans sa circulaire du 4 mai, le secrétariat national de l'UTCL prend soin de préciser qu'un « *"no man's land" de cent mètres [sépare] les deux cortèges, celui de la CGT étant de plus protégé par un important SO* ». La Marche pour l'unité, rejoint dans une « *bien (bien, bien) moindre mesure* » par des syndiqués CGT, se dissout alors, appelant à rejoindre les différents cortèges et initiatives.

C'est indéniablement un succès pour une initiative qui a dû trouver sa place entre les divisions syndicales au sommet et l'appel « Pour l'union dans les luttes ». L'UTCL a de quoi se féliciter, et peut se payer le luxe de comparer « son » initiative à sa concurrente avec un certain mordant : « *Devenue nettement différentes (bien que des camarades de "l'Union dans les luttes" ont participé à la marche, ce qui est parfaitement en accord avec le caractère le plus large possible de cette dernière), les deux initiatives ont pu confronter leurs capacités de mobilisation. À peine quelques centaines de personnes ont participé aux forums de "l'union dans les luttes"... Nous étions près de 10 000 à la marche pour l'unité d'action !* »²¹. La critique à l'égard des directions syndicales, certes sans concessions, n'est pas aussi hardie. Si la presse de l'UTCL se félicite de ce que la marche du 1^{er} mai « *dérange* » les bureaucraties, elle reconnaît toutefois « *qu'il y a quelque chose de très inquiétant dans la manière dont s'est déroulé ce 1^{er} mai. Les quatre apparitions de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN, éclatées, divisées, [ressemblant] à un mauvais présage pour les luttes à venir* »²². L'UTCL peut ironiser sur « l'Union dans les luttes » qui, malgré ses presque 90 000 signataires, n'était qu'un « tigre de papier ». Elle le peut moins à l'égard des directions syndicales, parce que celles-ci ont le pouvoir de maintenir la division à une échelle de masse, comme l'explique l'éditorial de *Tout le pouvoir aux travailleurs* du 15 mai 1980 : « *la polémique au sommet, c'est aussi la polémique à la base, le sectarisme au boulot et une dramatique absence de perspectives pour les luttes* ».

Ces mêmes directions confédérales peuvent frapper, et durement, leurs opposants. Rappelons qu'à cette époque, la chasse aux gauchistes est ouverte depuis près de deux ans au sein de la CFDT. Pour les postiers de l'UTCL, qui se sont exposés en étant parmi les 64 premiers signataires de « l'appel de syndicalistes des services postaux de Paris », et qui en cette année 1980 commencent à prendre des responsabilités dans le syndicat CFDT des postaux de Paris, une procédure d'exclusion est une hypothèse plausible. Cette épée de Damoclès est prise en compte dans *Tout le pouvoir aux travailleurs* qui prévient : « *cette unité était nécessaire et elle le sera aussi dans les semaines à venir, où les bureaucraties vont chercher à faire payer très cher la gifle reçue le 1^{er} mai* », ajoutant que « *des menaces circulent déjà dans les structures syndicales* »²³. Pas question de taire les critiques des bureaucraties, et le ton peut être virulent. Mais l'adversaire est dangereux. Il faut donc « faire compter » l'évènement du 1^{er} mai 1980 et le rendre irréductible à une « provocation gauchiste ». C'est la tactique qu'observe l'UTCL après le 1^{er} mai. Avec moins de bonheur.

Priorité au syndicalisme « de base »

La position de l'UTCL sur ce 1^{er} mai 1980, et sur l'unité d'action en général, peut être résumée comme suit : pour contrer la division syndicale au sommet, conséquence de la division PS-PCF, il faut montrer que « la base » refuse cette division en s'appuyant pour cela sur la gauche syndicale. L'unité n'intéresse l'UTCL qu'en tant qu'elle est un préalable indispensable pour aller vers la grève générale, conçue comme *réellement* alternative à l'Union de la gauche.

À la lumière de ce qu'a été la Marche pour l'unité du 1^{er} mai 1980, on voit comment l'UTCL

peut s'appuyer sur une implantation syndicale qui, même réduite, est réelle. Cependant, comme on l'a vu, l'UTCL n'y est pas seule et doit compter, dans la dynamique de l'appel des postiers, avec une LCR plus nombreuse, présente sur tous les tableaux (« Union dans les luttes », appel des structures syndicales, appel des postiers) et qui pour sa part milite en faveur d'un gouvernement d'union de la gauche²⁴.

L'UTCL est consciente du rapport de force favorable à la LCR et sa circulaire post-1^{er} mai rappelle qu'il faut « *garder à l'esprit le rapport quantitatif qui peut exister entre les deux orgas même si au niveau parisien la LCR ne pouvait pas se passer de nous.* »²⁵ L'UTCL ne sacrifie cependant pas ses exigences : priorité à la dynamique enclenchée par l'appel des postiers. Il s'agit de ne pas s'enfermer dans un tête-à-tête avec la LCR, mais de le dépasser par une dynamique à la base. Les militants de l'UTCL regrettent ainsi que « *les décisions importantes [aient été] prises au niveau des organisations politiques UTCL et LCR, les assemblées de syndicats et de syndicalistes n'apparaissant que comme démocratie formelle (90 % des participants aux AG étant constitué par des militants des deux organisations !!!!)* »²⁶. Cette déconvenue est tempérée par le succès de la marche en elle-même.

C'est dans cette optique qu'il faut défendre publiquement ce succès, et faire en sorte que cette Marche pour l'unité ne soit pas réduite à une « marche de la LCR », aussi bien par la direction confédérale CFDT que par certains groupes d'extrême gauche rivaux la « Ligue ». C'est précisément ce à quoi s'emploie Maurice Najman, dirigeant des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) et signataire de l'appel « Pour l'Union dans les luttes », mais aussi journaliste à *Libération*. Dans les colonnes de son quotidien, il « *s'acharne* », selon l'UTCL, à présenter la Marche comme « *une magouille de la LCR* »²⁷. L'UTCL doit rappeler à ces « *messieurs les bureaucrates du syndicalisme et de la presse* », que « *la Marche pour l'unité ne rassemblait pas des trotskystes, ni même seulement des militants de la gauche syndicale : elle rassemblait des syndicalistes de toutes opinions qui, par milliers, avaient trouvé là le seul moyen d'affirmer ce jour-là leur opposition à l'orientation sectaire des bureaucraties* ». Et d'insister : « *ce sont des **syndicalistes** qui ont lancé l'appel, qui l'ont défendu, et qui ont organisé la marche !* » Il s'agit de défendre la possibilité de faire bouger les lignes du syndicalisme, par la base plutôt qu'au sommet. Et dans cette démarche de terrain « *qui dépasse largement les questions de boutiques groupusculaires* »²⁸, y compris de la « boutique UTCL », le respect du pluralisme et de la démocratie est une condition *sine qua non* pour qu'existe une gauche syndicale autonome des enjeux politiques institutionnels. Neuf ans plus tard, ce sont les mêmes postiers UTCL que l'on retrouve, pris dans une aventure d'une toute autre envergure : la création d'un nouveau syndicat, SUD-PTT.

Annexe : Reproduction de l'appel des syndicalistes des services postaux de Paris à la mi-avril 1980 pour un premier mai unitaire. Cet appel a été diffusé sous forme de tract. La mise en page originale est respectée ci-dessous.

Appel de syndicalistes des services postaux de Paris

Alors que le gouvernement et le patronat frappent à coup redoublés contre les travailleuses et les travailleurs français et immigrés, les directions de nos organisations syndicales n'ont même pas réussi à se mettre d'accord pour une action commune.

- La C.G.T. a prévu de manifester de République à St Lazare ;
- La C.F.D.T. de faire un rassemblement à la Bastille ;
- F.O. de se retrouver sur la tombe de Léon Jouhaux ;
- La F.E.N. de s'abstenir.

Devant cette situation, nous ne pouvons pas nous taire.

Nous qui sommes, militantes et militants de la C.G.T., de la C.F.D.T., et de F.O., nous prenons la responsabilité de nous adresser publiquement aux directions de nos organisations syndicales pour leur dire :

"... Il FAUT ARRETER LE MASSACRE ! nous refusons la division, il faut une seule manifestation de tous les syndicats le 1^{er} mai ! ... »

Les divergences ne doivent pas être un obstacle qui empêche l'UNITE D'ACTION !

L'unité est indispensable, pour la défense de nos salaires, et notre emploi, pour la défense de nos acquis et de nos libertés syndicales, politiques et individuelles, contre le démantèlement de la sécurité sociale, et la loi Berger , contre les lois anti-immigrés Barre-Bonnet-Stoléru, contre le gouvernement et son patron Giscard.

SE METTRE D'ACCORD LA-DESSUS, CE n'EST PAS SORCIER !

Nos directions syndicales peuvent et doivent appeler ensemble à une seule manifestation le 1^{er} mai.

Si elles persistaient dans la décision d'organiser des initiatives séparées et concurrentes, malgré la volonté de la grande masse des travailleuses et des travailleurs qui veulent l'unité, nous pensons qu'il serait grave et dangereux de rester passives et passifs face à la division.

Nous prendrions la responsabilité, nos responsabilités, en faisant tout pour que se tienne une

MARCHE POUR L'UNITE

Initiative qui – loin de rajouter à la division – permette aux militantes et militants de tous les syndicats, de toutes les organisations de masse, à tous les travailleuses et travailleurs qui veulent l'unité d'action de se faire entendre dans la rue.

Nous appelons toutes celles et ceux qui refusent la division et veulent comme nous imposer un premier Mai unitaire à reprendre un tel appel.

Pour tout contact, joindre Jean RAVON 12 rue Anatole France, 92300 Levallois-Perret.

Noms des 64 premiers(ières) signataires de l'appel.

ALOUJES Isabelle factrice CFDT – ABRAHAMIAN Michel facteur CFDT – AUDIBERT Jacky préposé conducteur, secrétaire FO de Paris 18 – ALBOUY Jean-Guy préposé CFDT – BLOCH Joel AEX CGT – BLANCHART J. Pierre CT FO – BORIE Bernard CT CGT – BORGNIS Paul AEX CFDT – BEAUDZA Patrick facteur CFDT – BON Bernard facteur CFDT – BIOULAC Michel AEX CGT – CAILLOT Jean-Paul AEX CFDT – CROTTET Philippe CT CFDT – CRUSOE Gérard Pré Cd CGT – CALMET Patrick facteur CFDT – CHARLES Odile préposée conductrice CFDT – CHAPEAU Michèle factrice CFDT – DELATTRE Frédéric facteur CFDT – DELPEUCH René CT CGT – DESVIGNES Jean-Luc AEX CGT – DONIO Martine factrice CFDT – ESNAULT Georges facteur CFDT – ELEOUECT Christian AEX CFDT – ESCALLIER J. François AEX CGT – FREYCHE Guy facteur CFDT – FISTON Pascal facteur FO – GAVILA Nicole factrice CGT – GERMAIN Hervé CT CFDT – GUILLOT Jocy factrice CFDT – GANNE Pierre AEX CGT – GAUTHER Brigitte AEX CFDT – ISNARD facteur CGT – JONON Christian AEX CFDT – JONQUET Arlette factrice CFDT – KALLOU facteur CFDT – LAURENT Jean-Luc AEX CFDT – LIENARD Yves facteur CGT – LE CORRE Alain préAch CGT – LEGROS François CT CFDT – LUC Alfred AEX CGT – MACIEJEWSKI Raymond AEX CFDT – MONTOYA Jean-Marc facteur CGT – MOREAU Luc facteur CFDT – MATA Michel AEX CGT – MERCIER Françoise factrice CFDT – MAZURZACK Danielle factrice CFDT – MATHEAU Bernard AEX CFDT – ORTAVANT Annie factrice CFDT – POIGNANT Yannick CT CGT – ROUSSEAU Michel CT CGT – RAVON Jean facteur CFDT – RIVIERE Patrick préposé CFDT – ROUELLETTE Christian préposé CGT – SCATTON Philippe CT CGT – SALHI Thérèse AEX CFDT – SPADONI Patrice facteur CFDT – TREHOREL Francis AEX CGT – TROUCHES Gérard préposé CFDT – VOUSIN Anne AAP CGT – VELARD Patrick facteur CFDT – VEDRINE Isabelle factrice CGT – WINGERTER Gérard facteur CFDT ; BAPTISTE Rémy AEX CFDT – BRECEON Alain AEX CFDT

La collecte de signatures continue, la suite des noms signataires sera communiquée lors de la conférence de presse du JEUDI 17 AVRIL 1980.

références

références

- ↑ 1 Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, « Les marches en France aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles : récurrence et métamorphose d'une démonstration collective », pages 69-94 in *Le Mouvement Social*, n° 202, 2003.

- Voir à ce sujet Michel Pigenet, « Les relations CGT-CFDT en 1979 : l'unité ou comment s'en débarrasser », pages 87 à 92 in Tanguy Perron, *Histoire d'un film, mémoire d'une lutte #1, Le dos au mur*, Périphérie, Montreuil, 2007.
- ↑3 Centre d'Histoire du travail de Nantes, Fonds SZECHTER-SZE 2.
- ↑4 Déclaration du Bureau politique de la LCR, page 3 in *Rouge* n°914 du 11 au 17 avril 1980, Archives confédérales de la CFDT, carton 20 F 256, pochette « 1er mai 1980 ».
- ↑5 Voir l'éditorial « L'unité dans les luttes se construit... dans les luttes », page 12 in *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 30, 15 mars-15 avril 1980, Archives UTCL.
- ↑6 *Ibidem*.
Voir « L'extrême gauche et le 1er mai », page 2 in *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 32, 15 mai-15 juin 1980, Archives UTCL. De même, on peut se reporter au découpage de la cinquième séquence de l'émission « Tribune libre » de *Front libertaire* (OCL) diffusée sur FR3 le 10 juillet 1978. La séquence caricature un militant CGT et commence par ces mots : « Allez, encore un ! Encore un 1er mai que j'défile avec le syndicat. ». Le découpage de cette séquence figure en annexes.
- ↑7 *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 31, 15 avril-15 mai 1980, Archives UTCL. Les images illustrant *Tout le pouvoir aux travailleurs* ne sont jamais légendées. Pour ce qui est de cette gravure, des éléments graphiques plaident pour une barricade de 1848 ou 1830, notamment le port de chapeaux haut-de forme et de redingotes par les barricadiers.
- ↑8 Tract de l'UTCL pour le 1er mai, Centre d'Histoire du travail de Nantes, Fonds SZECHTER-SZE 2.
- ↑10 La maquette, quasi-identique au tract UTCL du 1er mai, en atteste.
- ↑11 *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 32 du 15 mai 1980.
- ↑12 *Ibidem*.
- ↑13 Archives confédérales de la CFDT, carton 20 F 256, pochette « 1^{er} mai 1980 ».
- ↑14 Circulaire du secrétariat national de l'UTCL n°88, du 4 mai 1980.
- ↑15 « Le Premier Mai divise les unitaires », *Libération* du 29 avril 1980.
- ↑16 « Un Premier Mai divisé en neuf », *Libération* des 30 avril et 1er mai 1980.
- ↑17 Circulaire du SN n°88, 4 mai 1980.
- ↑18 « Libé et la méthode Coué », *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 32 du 15 mai 1980.
- ↑19 Editorial de *Tout le pouvoir aux travailleurs*, n° 32 du 15 mai 1980.
- ↑20 Pierre Rème (Cours-Salies), « À Paris : 10 000 à la marche pour l'unité », *Rouge* n° 917 du 3 mai 1980.
- ↑21 « Des différends avec la LCR », *Tout le pouvoir aux travailleurs* n° 32, 15 mai 1980.
- ↑22 Éditorial de *Tout le pouvoir aux travailleurs* n° 32 du 15 mai 1980.
- ↑23 *Des différends avec la LCR*, page 2 in TLPAT n° 32, 15 mai 1980, *op. cit.*
Voir les propos de Christian Mortreuil « Pour l'UTCL, 1981 était une péripétie. Mais pour les trotskistes, hormis Lutte ouvrière, la victoire d'un gouvernement d'union de la gauche, c'était un aboutissement stratégique ! Rien que ça ! Et au-delà, c'était le vide... » in « L'UTCL, un ouvriérisme à visage humain ! », entretien avec douze militants de l'UTCL réalisé le 18 septembre 2005 par Guillaume Davranche.
- ↑25 Circulaire du SN de l'UTCL, n° 88, 4 mai 1980.
- ↑26 *Ibidem*.
- ↑27 « Libé et la méthode Coué », *Tout le pouvoir aux travailleurs* n° 32, 15 mai 1980.
- ↑28 « Des différends avec la LCR », *Tout le pouvoir aux travailleurs* n° 32, 15 mai 1980.